

INTRODUCTION

*J'ai voulu consacrer mon avenir, ma santé, ma jeunesse
et ma force à revendiquer les droits de ma race.
J'ai du moins la consolation, si ma vie n'a pas été très utile,
d'avoir été un clairon, d'avoir levé un drapeau.*

Armand LA VERGNE
28 février 1933

*The past is never dead.
It's not even past.*

William FAULKNER

La carrière politique d'Armand La Vergne (1880-1935), après des débuts prometteurs, a connu de multiples déboires, parmi lesquels cinq défaites électorales consécutives. Cette carrière a donné lieu à des jugements sévères. L'historien Marc La Terreux en résume l'essentiel en citant les deux grands personnages politiques qui ont le plus marqué la vie de La Vergne et qui l'ont connu de très près :

La carrière d'Armand Lavergne n'a pas répondu aux espérances qu'elle faisait entrevoir, surtout aux prévisions de Laurier qui voyait en lui un enfant destiné aux plus hautes places. Elle n'a pas, non plus, donné la mesure de ses immenses talents. Bourassa a pu dire avec justesse que Lavergne était demeuré « un jeune homme plein d'espérance »*.

* LA TERREUX Marc, *Armand Lavergne*, Montréal et Paris, Fides, « Classiques canadiens » n° 31, 1962, p. 12.

Une famille lauriériste

Armand La Vergne est né dans une famille libérale très liée à sir Wilfrid Laurier. Son père Joseph (1847-1922), avocat de profession, fut, à compter de 1874, l'associé professionnel de Laurier à Arthabaska. En 1887, Joseph Lavergne est élu au Parlement fédéral. À la Chambre des communes, il sera un fidèle de Laurier jusqu'à ce que ce dernier, devenu premier ministre, le nomme en 1897 juge à la Cour supérieure d'Ottawa. L'oncle d'Armand, Louis Lavergne, succédera en 1897 à Joseph comme député libéral de Drummond-Arthabaska. Louis aussi est très proche de Laurier. C'est l'un de ses hommes de confiance pour les affaires du parti dans la province de Québec. En 1910, Laurier nomme Louis Lavergne au Sénat, où il siègera jusqu'à son décès, le 15 février 1931.

La mère d'Armand, Émilie Barthe (1849-1930), issue des familles « rouges » Barthe et Pacaud, dont plusieurs membres ont été impliquées dans les Rébellions de 1837-1838, vivra une très intense relation d'amitié et d'affection avec Laurier. Avant de devenir chef du parti libéral fédéral, celui-ci, à Arthabaska, visite quotidiennement ou presque l'épouse de son associé, au vu et au su de ce dernier. Puis, devenu chef du parti libéral et de l'opposition parlementaire à Ottawa en 1887, Laurier entretient une correspondance très suivie avec Émilie Barthe Lavergne. Il lui confie ses préoccupations, ses inquiétudes, ses tourments ; il lui recommande des lectures ; il lui demande conseil ; il s'enquiert des deux enfants d'Émilie, l'aînée Gabrielle et le fils Armand. En particulier, il s'informe des études et du développement général du garçon et multiplie les conseils à la mère. L'affection de Laurier pour Armand, que ce dernier lui rend, résistera à leurs affrontements politiques.

En nommant Joseph juge à Ottawa en 1897, Laurier s'assure aussi de rapprocher de lui Émilie. Elle fera sa marque comme une brillante hôtesse dans la capitale et elle continuera à le conseiller. Mais, en 1901, Laurier procure une promotion professionnelle à Joseph Lavergne en le nommant à la Cour supérieure de Montréal. Le couple doit donc quitter Ottawa. À peu près au même moment, le premier ministre remet à Émilie les lettres que celle-ci lui a écrites, en espérant sans doute la réciproque. Mais, si les lettres d'Émilie sont disparues, celles (ou un bon ensemble de ces documents) de sir Wilfrid ont été conservées et même publiées*. Les lettres de Laurier confirment un très vif attachement entre Émilie et lui. La ressemblance physique entre le jeune Armand et sir Wilfrid, exploitée publiquement par un journal conservateur lors de la première campagne électorale du jeune homme en 1904, et les liens personnels et politiques entre les deux, ont fait naître, comme l'écrit La Terreur, « une tradition tenace [qui] a toujours voulu que Laurier soit le véritable père d'Armand Lavergne** ». Les documents et les témoignages disponibles ne permettent ni de confirmer ni d'infirmer cette « tradition tenace ».

* FISHER Charles (éd.), *Chère Émilie. Une correspondance de Sir Wilfrid Laurier*; traduction par Simone Paradis de *Dearest Émilie. The Love Letters of Sir Wilfrid Laurier to Madame Émilie Lavergne*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, 156 p.

** LA TERREUR, *op.cit.*, p. 15.

Une adolescence politisée

Dès son adolescence, Armand manifestera une grande admiration pour Laurier. L'élection du 23 juin 1896, qui porte Laurier au pouvoir, lui inspire une intense fierté. Cependant, les politiques de Laurier mettent à rude épreuve ses convictions libérales. L'incapacité de Laurier de faire restaurer les droits scolaires des Canadiens français du Manitoba, tout comme sa décision de permettre à des volontaires d'aller combattre, aux côtés des troupes britanniques, les Boers en Afrique du Sud, soulèvent de graves doutes chez Armand. La démission du parti libéral du jeune député de Labelle, Henri Bourassa, en raison de la participation du Canada à la guerre des Boers, impressionne La Vergne. Le grand aîné, également aimé de Laurier malgré leurs différences, devient pour Armand un maître en politique nationaliste et anti-impérialiste dont l'influence rivalisera chez lui avec celle de Laurier. En 1903, Armand et Bourassa participent côte à côte à la création de la Ligue nationaliste canadienne.

Un très jeune et très prometteur député

Au terme de ses études classiques au Séminaire de Québec et à la faculté de droit de l'Université Laval, au cours desquelles Laurier le rencontre et lui prodigue force conseils, Armand est reçu avocat en 1903. À la suggestion de Laurier, il s'installe à Montmagny. Quand, au début de 1904, une élection partielle est déclenchée pour le comté de Montmagny aux Communes, le premier ministre laisse à la convention locale le choix du candidat, mais ne s'oppose pas

à la candidature d'Armand. L'oncle Louis soutient de très près son neveu. Pendant la campagne électorale, un journal conservateur déclare qu'Armand ressemble décidément beaucoup à Laurier. Le 16 février, le jeune La Vergne est élu député par une belle majorité. Sir Wilfrid Laurier lui envoie un très chaleureux télégramme de félicitations. Cinq jours plus tard, il fêtera son vingt-quatrième anniversaire. Le 10 mars, c'est accompagné du premier ministre du Canada lui-même et du député Louis Lavergne que le nouvel élu fera son entrée à la Chambre des communes.

L'éloquence, l'ardeur, le panache, le bilinguisme, l'intelligence d'Armand La Vergne, sa connaissance des choses politiques, de même que ses racines et ses accointances dans le parti libéral et, surtout, la bienveillance toute paternelle du puissant premier ministre du Canada, tout cela justifie de croire que ce nouveau venu au Parlement du Canada est promis à une brillante carrière politique et aux « plus hautes places ».

Mais, bien qu'élu sous la bannière libérale, La Vergne est animé par un puissant nationalisme canadien-français qui prendra le dessus dans sa vie politique. Tout au long de sa vie, il luttera pour la protection et la promotion de la langue française partout au Canada, pour celles des droits scolaires des Canadiens français catholiques partout dans les provinces anglophones du Canada, et pour l'indépendance politique, militaire, diplomatique et commerciale du Canada.

Affrontements avec Laurier

Ces positions politiques fondamentales feront que, du début de 1905 à la mort de Laurier le 17 février 1919, les deux hommes croiseront le fer à répétition.

La première occasion d'affrontement résulte de la position de Laurier sur les droits scolaires des Canadiens français catholiques dans les nouvelles provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta. Le projet de loi initialement présenté par le premier ministre reconduit ces droits déjà accordés par le Parlement fédéral dans les Territoires du Nord-Ouest. Mais, devant la démission d'un ministre de l'Ouest et la menace d'un autre, Laurier abandonne la garantie des droits. La Vergne et Bourassa votent contre la loi modifiée par Laurier.

Dans les années qui suivent, La Vergne s'opposera à plusieurs politiques de Laurier, notamment en matière d'immigration et d'affaires du parti. Laurier l'exclut du parti au début de 1907. Un an plus tard, La Vergne suit Bourassa en se portant candidat à l'Assemblée législative de Québec. Dans ce contexte, La Vergne sera amené à faire cause commune avec l'opposition conservatrice à l'Assemblée législative. En 1910, reprenant un projet présenté sans succès au Parlement fédéral en 1907, La Vergne fait adopter une loi imposant le bilinguisme aux entreprises québécoises de services d'utilité publique. Cette loi est le legs législatif unique que La Vergne ait réussi à faire adopter. Réélu en 1912, il ne se représentera pas en 1916.

Député provincial, La Vergne suit néanmoins de très près la politique fédérale. Les affrontements avec Laurier continuent. En 1910, pressé par le gouvernement britannique, Laurier présente un projet de loi pour créer une marine de

guerre canadienne. Pour les nationalistes dont La Vergne, une telle marine finira inévitablement par entraîner le pays dans des guerres européennes. La Vergne se joint à Bourassa pour combattre le projet de loi. Voilà donc un autre motif d'opposition à Laurier.

Lorsque surviennent les élections générales de 1911, les nationalistes québécois, dont La Vergne, jugent nécessaire de s'allier au parti conservateur pour renverser Laurier. Comme le chef conservateur Robert Borden a tout de même intérêt à briser l'emprise des libéraux sur les comtés de la province de Québec, il acquiesce à l'alliance avec les nationalistes. La Vergne est chargé par le lieutenant québécois de Borden, Frederick Monk, de choisir des candidats dans la région de Québec. Il privilégie les candidats ayant des affinités avec le mouvement nationaliste. Lors des élections du 21 septembre, les conservateurs infligent une dure défaite aux libéraux de Laurier, notamment au Québec. Dix-sept des candidats choisis par La Vergne sont élus. Cependant, au mépris de leur profession de foi initiale, dans les mois qui suivront, les élus conservateurs « nationalistes » de la province de Québec finiront par se rallier totalement et inconditionnellement au gouvernement de Borden, au point où La Vergne les désavouera publiquement.

La Première Guerre mondiale rallumera les oppositions entre La Vergne et Laurier. Celui-ci appuie sans réserve l'effort de guerre du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France. Il demandera à répétition aux Canadiens français d'âge à servir de s'enrôler volontairement dans les forces armées du pays. La Vergne s'oppose à l'intervention du Canada dans la guerre européenne. À ses yeux, le seul devoir militaire du Canada et de tous les Canadiens est la défense du territoire national, s'il venait à être attaqué. En

outre, La Vergne, rappelant que la province de l'Ontario a adopté en 1912 le « Règlement 17 » qui limite aux deux premières années primaires l'enseignement du français et son usage comme langue de communication, martèle que la France et la langue française sont attaquées au Canada même par ce genre de règlement. À la grande irritation de Laurier, La Vergne prend comme position que la participation des Canadiens français à l'effort de guerre du Canada est sujette au rétablissement des écoles franco-catholiques en Ontario.

Les élections de 1917 opposent au gouvernement d'union organisé par Borden un parti libéral diminué de tous ceux de ses membres influents qui s'y sont joints comme ministres et de tous ses militants qui s'y sont ralliés. La Vergne est sans succès candidat indépendant dans Montmagny. Il assiste à la défaite catastrophique de Laurier, dont à peine 20 des 82 députés proviennent de l'extérieur de la province de Québec. Quatorze mois précisément après les élections de 1917, sir Wilfrid Laurier décède le 17 février 1919.

Traversée du désert politique

La Vergne n'a plus de mandat parlementaire depuis 1916. Il vit de sa pratique d'avocat, mais sans passion. La politique lui manque.

La décennie des années 1920 sera pour lui une traversée du désert politique. Rejeté par les libéraux, il est candidat indépendant défait aux élections fédérales de 1921 et aussi aux élections provinciales de 1923. Il se rapproche du parti conservateur, malgré que ce parti ait imposé la conscription

en 1917. Candidat conservateur aux élections fédérales de 1925 et de 1926, il est de nouveau deux fois défait. Il est enfin élu aux élections fédérales de 1930. Mais, malgré les services rendus depuis 1911 par La Vergne à son parti, le chef conservateur victorieux R. B. Bennett lui refuse un ministère. Il devra se contenter de la vice-présidence de la Chambre des communes où sa capacité d'intervenir dans les débats sera bien limitée.

Malgré une santé de plus en plus hypothéquée, La Vergne servira dans ce rôle jusqu'à son décès le 5 mars 1935, et il demeurera une voix forte du nationalisme canadien-français, trouvant audience auprès des nouvelles générations. Son décès à l'âge de 55 ans suscitera une grande émotion, malgré les déboires qu'il aura connus et les nombreuses inimitiés qu'il aura suscitées dans une partie à la fois de la population québécoise et de celle des autres provinces. Le jugement que portait sur lui en 1968 l'historien Marc La Terreur peut ici être encore utilement cité :

Les résultats positifs de l'action de Lavergne demeurent très minces. À tout le moins, il a insufflé une certaine fierté à ses compatriotes qui en avaient alors bien besoin et cette contribution ne se peut évaluer avec précision. Au fond, Lavergne était un homme d'opposition, et d'opposition souvent facile, incapable de se soumettre aux directives d'un parti politique. Mais, au milieu de toutes ses variations, l'on retrouve une constante : l'amour de sa « race ». Et l'amour, aussi, de sa langue qu'il a toujours tellement défendue mais qu'il a toujours si mal écrite*.

* LA TERREUR, *op. cit.*, p. 14.

Et, chez lui, cet amour de sa « race » et de sa langue a dû composer avec un attachement durable à son grand adversaire et père politique, sir Wilfrid Laurier.

Le destin politique d'Armand La Vergne est marqué par l'échec et par une relation d'amour-haine avec un personnage considérable qui, lui, a récolté une belle moisson de succès politiques. La Vergne et Laurier incarnent ainsi deux modèles de destins politiques québécois : l'engagement dans le soutien du système fédéral, qui ne manque pas de récompenser ceux et celles qui lui rendent service, et la résistance à ce système, au nom de la défense des droits de la province de Québec et de sa nation francophone, ce qui se paie le plus souvent par l'échec.